

19 Nov. 1892.

Mede-afdoeuing van:

Aan gerant

te Londen.

over *herziening uitbreidingsverdrag*
met Engeland.

Hooggeboven Heer,



BIJLAGEN 12.
te weten:

note explicative (in triplo)

verb. artikelen (in triplo) (Druckfont in art. 32)

ontwerp (in sextuplo)

RETROACTA 11160.

T Daar het nieuwe Strafbekendmakingenboek echter nog
niet in de Koloniën is ingevoerd zal een
tijdelijke bepaling als art. 17 inhoudt, noodig zijn.

INDEX FOLIO

Terwijl jaren geleden herhaaldelijk is gebleken, dat de Britsche Regering wel geneegen was tot het sluiten van een nieuw uitbreidingsverdrag met de Nederlandsche, mits dit verdrag ook op de Koloniën van betrekking hebben, zijn wij thans in staat aan den mensch van Engeland te voldoen, nu onze koloniale wetgeving met het oog daarop de noodige wijzigingen heeft ondergaan.

T Ik veroorloof mij dan ook uwe tusschenkomst in te roepen, ten einde aan de Britsche Regering een voorstel te doen tot het sluiten van een nieuw uitbreidingsverdrag op

den met van het in scapulo hierbij
gezegd ontveep.

Toelichting daarvan kan worden
gevonden in de in triplo hiernavolgende
afgedrukte eene „note explicative“ en
eene vertaling van art. 2 der wille,
veringswet, zovels dit laatstelijk is
gewijzigd, benevens van de betrekke-
lyke artikelen van het Strafwetboek.

Van elk der drie bovengenoemde
stukken is een exemplaar voor het
archief van het gezantschap bestemd.

Mij aanbevelen houdende van
het gevoelen van het Hof van St. James
de Britsche Regeering ten deze te
mogen vernemen, maak ik, enz



PROJET DE TRAITÉ D'EXTRADITION,

Nov. 1892.

ad n^o 11581 v. 1892

Lic artt. 10, 15, 16 et 18.

Minnuit.

Engeland

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et
en Son nom SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE
du ROYAUME DES PAYS-BAS

et

ayant résolu d'un commun accord de conclure une
nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs;
ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires,
savoir :

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-
Bas :

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs,
trouvés en bonne et due forme, sont convenus des ar-
ticles suivants:

Art. 1.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement
s'engagent à se livrer réciproque-
ment, suivant les règles déterminées par les articles



suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée:

1°. a. attentat contre la vie ou la liberté du roi, de la reine régnante, du régent ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessin de les rendre incapables de régner;

b. attentat contre la vie ou la liberté de la reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine;

2°. meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3°. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

4°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5°. sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec préméditation ou sévices graves;

6°. viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

7°. excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays;

8°. bigamie;

9°. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10°. enlèvement de mineurs;

11°. contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non-contrefaits et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12°. contrefaçon ou falsification de timbres et de

marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

13°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

14°. faux serment;

15°. corruption de fonctionnaires publics, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; concussion; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17°. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18°. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

19°. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20°. émeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22°. vol;

23°. escroquerie;

24°. abus de blanc-seing;

25°. détournement;

26°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 2.

L'extradition n'aura pas lieu :

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition ;

2°. lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté ;

3°. si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 3.

L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Art. 5.

L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6.

Les dispositions du présent traité ne sont point appli-

cables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de

par

British Minister or Consul.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de *vingt jours* après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Art. 11.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non



politique un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, ou les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12.

Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13.

Lorsque dans une cause pénale non politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouverait entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur le simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourrait résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

~~Si au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.~~

La présente convention sera applicable aux colonies et possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes.

De part et d'autre on se conformera aussi exactement que possible à ses stipulations en observant ce qui suit.

La demande d'extradition, l'envoi d'une commission rogatoire et la demande d'une confrontation de criminels ou de la communication de pièces de conviction ou autres documents pourront aussi être faits directement et une décision concernant une telle demande pourra être prise : dans l'Asie, dans l'Australie et dans l'Afrique Orientale :

d'une part par le Gouverneur Général des Indes Néerlandaises et d'autre part par *le Vice-Roi*

*et Gouverneur Général de
l'Empire Indien, etc.*

et réciproquement.

et en Amérique :

d'une part par les Gouverneurs de Surinam et de Curaçao et d'autre part par *les Gouverneurs*

de la Guyane Britannique, etc.

et réciproquement.

L'arrestation provisoire pourra être demandée :

du côté des Indes Néerlandaises par tout officier de justice près d'une cour de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de Surinam par le procureur général ou le juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de Curaçao par le procureur général, tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de

par

Le délai pour la mise en liberté sera de deux mois si l'autorité requérante et l'autorité requise siègent soit en Asie, soit en Amérique; il sera de trois mois dans les autres cas.

Art. 17.

En ce qui concerne les colonies et possessions étrangères les numéros 1, 6, 13 et 18 de l'article premier se liront par exception et provisoirement comme suit:

1°. attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille;

6°. viol ou tout autre attentat à la pudeur commis avec violence;

13°. faux en écriture publique ou authentique, de commerce ou de banque, ou en écriture privée, à l'exception des faux commis dans les passeports, feuilles de routes et certificats; et

18°. pillage, dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte.

Dès que la législation pénale des trois colonies Néerlandaises sera mise en harmonie sur les quatre points précités avec le nouveau Code Pénal Néerlandais, ce que le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à communiquer immédiatement à l'autre Partie contractante, les exceptions formulées dans le présent article cesseront d'être en vigueur.

La présente convention, ~~laquelle n'est pas applicable aux colonies~~, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution les conventions du

19 Juin 1874

cesseront d'être en vigueur et seront remplacées par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de

ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition

à , le